

COURTS-CIRCUITS EN SEINE

RENCONTRES DES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES

Des circuits à la croisée des chemins

Le circuit court alimentaire a une histoire très ancienne, la vente directe ayant souvent été le principal mode de commercialisation en milieu rural, et même urbain. La période contemporaine est marquée par plus d'intermédiaires, plus d'intervention de l'agriculteur, la transformation de son métier, une évolution de la relation qu'il a construite avec le produit et de celle qu'il a construite avec le client final, appelé « consommateur ». Mais les paysans réinventent aujourd'hui la commercialisation directe au client, transforment eux-mêmes des matières premières en produits de consommation. Ce commerce sans intermédiaire occupe actuellement près d'un exploitant français sur cinq. Les circuits courts répondent à des demandes socioculturelles des consommateurs, ils offrent le plus souvent une qualité supérieure et une meilleure traçabilité des produits commercialisés. Des exigences ont été apportées sur l'origine des produits, sur la labellisation des produits régionaux, sur la notion de produit fermier, qui est devenue un enjeu et une pomme de discorde entre l'industrie agroalimentaire et les producteurs fermiers. Les marques commerciales et les grandes enseignes ont en effet décliné à l'envi les termes « terroir » ou « fermier » pour appâter le client. Mais aujourd'hui de plus en plus d'agriculteurs et de producteurs fermiers commercialisent de façon concomitante leurs produits en vente directe, sur des marchés, en point de vente collectif ou par internet.

Les circuits courts englobent des modes de production et des distances d'acheminement très variés. Qui dit circuit court ne dit pas forcément bonnes pratiques environnementales ou sociales, d'où l'importance de choisir des produits bio, de

proximité, issus de pratiques équitables et transparentes dans leur fonctionnement et leur prix, et des filières à taille humaine

qui excluent les grands distributeurs dont le seul objectif est le profit financier.

La relocalisation de notre production alimentaire est donc nécessaire, et il nous faut mettre en place, en tant que citoyens, notre propre souveraineté alimentaire. En Île-de-France, l'autonomie alimentaire est de quatre jours et dépend totalement des approvisionnements à Rungis et des centrales de la

**DIMANCHE
13 MAI 2012
DE 10H30 À 20H**

grande distribution. Il nous faut donc réinventer une agriculture nourricière, respectueuse de la biodiversité et des systèmes de distribution, qui permette de nourrir sainement la population tout en rémunérant correctement ses acteurs, grâce à des outils coopératifs.

Les circuits de proximité doivent contribuer à produire cette plus grande équité et ce dialogue entre producteurs et consommateurs. Les circuits courts doivent aussi influencer l'ensemble du système agroalimentaire à l'échelle territoriale locale ou plus large. Les formes de normalisation autour de ce que doit être une « bonne » agriculture, une « bonne » alimentation et une « bonne » organisation des échanges entre producteurs et consommateurs seront abordées à l'occasion des Courts-circuits en Seine. Le terme « circuits courts » doit intégrer des critères sociaux et environnementaux, une exigence sur le mode de production, un objectif de partage de la valeur ajoutée.

Les rencontres 2012 posent aussi la question de la place des produits locaux bio dans la restauration collective : cultivons notre assiette ! Comment relocaliser nos productions agricoles ? Quel avenir pour les réseaux de distribution alternatifs ? Quelles actions politiques entreprendre ?



**SUR LA PENICHE
ALTERNAT**
PRÈS DU PONT DE TOLBIAC
(M^o BNF OU QUAI DE LA GARE)
PARIS 13^e

10 h 30 Accueil des participants.

Introduction générale.



11 h Table ronde 1. “Quel revenu pour les paysans ? Comment faire vivre les circuits courts ? Des bénévoles jusqu’à quand ?”

12 h 30 à 14 h Pause déjeuner en musique avec Le Petit Orchestre de poche (bal, accordéon).

14 h Projection “Dessine-moi un paysage bio”, documentaire.

14 h 30 Exposé sur la question foncière, par Gérard Leras.

15 h Débat “Avancées et dérives de l’agriculture biologique” **autour du livre** “La bio, entre business et projet de société”.

16 h Goûter musical avec Malowad, jazz manouche.

16 h 30 Table ronde 2. “Manger bio et local à la cantine.”

Table ronde 3. “Enjeux politiques et avenir des circuits courts.”

18 h Synthèse des débats.

18 h 30 Apéritif musical avec Les Mauvaises Herbes, chanson folk et punk à caniche.

Le **Printemps pour une économie équitable** est organisé par un collectif composé d’organisations soucieuses d’équité dans l’économie, toutes travaillant et militant pour ouvrir les débats et faire partager les initiatives alternatives au

système dominant. À travers débats, projections, animations, l’édition 2012 se propose d’aborder comme thème : « Se réapproprier l’économie, un enjeu éducatif ».

<http://www.printemps-economie-equitable.net/>

Présentation des tables rondes et des débats

Table ronde 1. Quel revenu pour les paysans ? Comment faire vivre les circuits courts ? Des bénévoles jusqu’à quand ?

Près des deux tiers des exploitants franciliens produisant des fruits et légumes en vendent en circuit court. La table ronde 1 pose la question de la rémunération des paysans et des limites du bénévolat. Elle introduit les dérives autour des circuits courts récupérés par la grande distribution et le marketing vert ; elle souligne la proximité entre lieu de production et commercialisation en posant la question de la redistribution de la valeur ajoutée. L’investissement humain au sein des groupes, la richesse de l’expérimentation et la professionnalisation de certains acteurs nous interrogent quant à l’évolution de ces systèmes. Pour beaucoup de « consommateurs », c’est reconquérir notre alimentation en favorisant des produits de qualité qui vont à la rencontre des saisons et des saveurs. Pour d’autres, c’est soutenir des producteurs qui souhaitent se réapproprier les activités de production, de transformation et de vente. La promotion du commerce équitable

local garantissant des revenus aux paysans peut-elle être une réponse ?

Avec Jean-Louis Colas (Réseau amap-IdF), Thierry Folliard (Consom’Solidaire), Irena Havlicek (Alterconsos), Philippe Lelong (Atanka), Serge Muller (Les Amis de la Confédération paysanne), Benjamin Soulard (maraîcher en agriculture biologique, ferme Plateau bio, Eure-et-Loir), et un membre de L’Indépendante.

Table ronde 2. Manger bio et local à la cantine, est-ce possible ? Témoignages d’expériences réalisées pour développer l’accès de tous à une alimentation saine et de qualité. Quelle information apporter au grand public pour mieux s’alimenter ?

En France, en moyenne trois repas hebdomadaires sont pris hors du domicile, et plus de la moitié des enfants scolarisés déjeunent à la cantine. Malgré les objectifs issus du Grenelle de l’environnement, qui visaient cette année 20 % de produits bio dans les restaurants collectifs publics, nous atteignons à peine 2 % aujourd’hui.

Mais pour certains établissements, l’introduc-

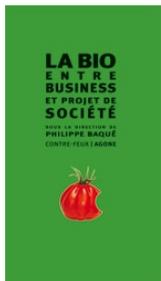
tion des produits biologiques et de proximité atteint 70 %, voire 100 % des approvisionnements, avec des volumes journaliers qui dépassent le millier de repas. Ces expériences sont-elles généralisables ? Quelles en sont les recettes ? Quelles informations apporter au grand public ?

Avec Lydie Anastassion (journaliste spécialisée en restauration et développement durable), Jean-Luc Landais (chef cuisinier au collège Christine-de-Pisan de Perthes-en-Gâtinais, en Seine-et-Marne), Christopher Richardson (Confédération paysanne, maraîcher de la Ferme de la Secrète, dans le Jura, fournisseur de cantines scolaires) et Camille Bosqué (designer, auteure d'une étude d'éco-convoives pour la caisse des écoles du 12^e arrondissement de Paris).

Table ronde 3. Enjeux politiques et avenir des circuits courts.

Les producteurs qui souhaitent entrer dans une démarche de circuit court ont l'embarras du choix : vente directe traditionnelle, amap, groupement de producteurs... Mais cette démarche n'est pas sans contraintes, notamment au niveau des normes sanitaires. Les grandes enseignes, quant à elles, sentent le marché des circuits courts comme une opportunité et n'hésitent pas à abuser des termes « ferme » et « circuit court » pour interpeller le consommateur. Ainsi se pose la question de la définition des circuits courts : parlons-nous de filière sans intermédiaire, de proximité géographique, d'une agriculture paysanne ? Quel avenir peut-on prévoir pour les circuits courts face aux dérives et freins liés à ce type de projet ?

Avec Michel Besson (Minga), Emmanuel Boutet (Relocalisons), Jean-Michel Dupont (Réseau amap-IdF), Marion Hervé (Bio Consom'acteurs) et Jérémie Potée (*Le 13 du Mois*).



Débat. Avancées et dérives de l'agriculture biologique, autour du livre *La Bio, entre business et projet de société*.

«La grande distribution propose des produits bio importés de l'autre bout du monde, à l'empreinte écologique catastrophique, cultivés par des ouvriers sous-payés et revendus entre cinq et dix fois leur prix d'achat. Pendant

ce temps, des paysans vendent leurs produits bio, avec une réflexion sur un prix juste, sur des marchés de plein-vent ou au sein d'amp. Plutôt qu'une démarche indissociablement écologique, sociale et politique, peut-on réduire la bio à une distribution d'aliments sans pesticides pour consommateurs inquiets pour leur santé ? La bio peut-elle se

mettre au service du "bien-être" d'une partie de la population sans ébranler les fondements de la société de consommation ? »

Ce livre collectif est l'aboutissement du travail de journalistes, sociologues, agronomes et paysans. Certains ont mené des enquêtes de terrain en Amérique, en Afrique, au Proche-Orient et en Europe ; d'autres se sont inspirés de leurs pratiques. L'ensemble constitue une critique du « bio-business » mais montre surtout comment des paysans mettent en pratique les principes fondamentaux de l'agriculture bio et proposent des alternatives à un modèle de société destructeur.

Avec Silvia Pérez-Vitoria, économiste, sociologue, réalisatrice de films documentaires sur les questions agricoles et paysannes dans divers pays, et Michel Besson, cofondateur de la coopérative Andines et de l'association Minga, sociologue, chargé de cours à l'université de Lille, auteur d'ouvrages sur les communautés, co-auteurs du livre.

Philippe Baqué (sous la direction de), *La Bio, entre business et projet de société*, Agone, "Contre-feux", Marseille, 2012, 432 p., 22 €.



Projection. *Dessine-moi un paysage bio*, documentaire de Lamia Otthofer et Nathalie Arrojo pour la Bergerie nationale de Rambouillet, 40 min, 2012.

La promotion de l'agriculture biologique comme système alternatif apporte-t-elle des solutions tangibles face à la banalisation des paysages ? Produit-elle des paysages particuliers ? Y a-t-il un nouveau modèle paysager en devenir ?

Par des exemples venant aussi bien de France que de l'étranger, ce film informe le public sur les nouvelles perspectives qu'offre le mode de production biologique ; il montre les actions mises en œuvre dans leur système de production par des agriculteurs qui utilisent le paysage comme outil de gestion agronomique.

Avec de nombreux témoignages de paysans pratiquant les circuits courts pour la distribution de leurs produits.

En présence de Nathalie Arrojo, coréalisatrice.



Mettre l'alimentation au cœur du débat politique

Consum'Solidaire

Consum'Solidaire organise Courts-circuits en Seine, des rencontres qui ont pour mission la mise en réseau des acteurs et des modes d'organisation et de distribution alternatifs (amap, groupes d'achat, coopératives, jardins collectifs...) ainsi que l'information auprès du grand public. Ces rencontres mettent l'alimentation au cœur du débat politique: les consommateurs redeviennent citoyens et acteurs de leur devenir.

Les filières courtes non seulement sont une alternative crédible à la grande distribution mais aussi participent d'une transformation économique et sociale nécessaire.

Vente à la ferme, sur les marchés, système de paniers des amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les circuits courts alimentaires constituent un mode de commercialisation qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire. Cette définition officielle ne fait pas référence au mode de production ni à la distance d'acheminement.

La grande distribution vend – parfois très cher – des produits de mauvaise qualité ou dangereux pour la santé. Les premières victimes en sont les familles aux revenus modestes.

En soutenant des réseaux de proximité, les «consom'acteurs» assurent le maintien de

l'agriculture paysanne par le biais du rapprochement entre citoyens et agriculteurs. Ces paysans n'auraient probablement pas survécu à la concurrence exercée sur le marché, d'autres ont pu s'installer en étant soutenus par des groupes constitués. Les groupements d'achat créés par des consommateurs de produits biologiques connaissent un engouement croissant et témoignent d'une dynamique sociale et associative, ils participent à l'expansion des circuits courts qui «court-circuitent» le système marchand dominant.

Les circuits courts, en limitant les intermédiaires, sont garants de la qualité, gustative et nutritionnelle, et de la fraîcheur des aliments fournis par de petits producteurs; ils permettent l'achat de produits bio locaux, certifiés ou non, de qualité, et à un prix abordable pour tous.

Les circuits courts relèvent d'une démarche de recherche d'autonomie vis-à-vis des grands circuits de distribution des marchandises. Grâce à la mise en place d'une organisation alternative par les adhérents et à l'émergence de solidarités entre habitants, ils favorisent la lutte contre le prêt-à-consommer et le prêt-à-penser publicitaire.

<http://consum-solidaire.over-blog.com/>

CONSUM'SOLIDAIRE

Faire de l'alimentation un sujet de haute nécessité démocratique

Minga

L'alimentation, sujet essentiel de la vie quotidienne articulé à des enjeux ultraprioritaires en ce début de XXI^e siècle, est au cœur du projet que nous défendons à travers la promotion d'une économie équitable. C'est pour ces raisons que, depuis 2009, Minga est à l'origine de campagnes de mobilisation citoyenne telles qu'«Alimentons l'Europe», «Alimentons les régions», puis «Alimentons 2012», et de l'initiative «Alimentons-nous», la première rencontre de jeunes professionnels et citoyens pour «démocratiser l'alimentation et alimenter la démocratie».



C'est aussi pour ces raisons que nous avons organisé la première rencontre des circuits courts entre professionnels (commerçants, artisans, producteurs) à Poitiers, en partenariat avec les trois chambres consulaires (métiers, commerce et industrie, agriculture) de la Vienne pour favoriser les convergences professionnelles entre acteurs d'un territoire.

Les circuits courts, ce n'est pas qu'un moyen de diversifier un marché pour une profession agricole fragilisée ou de court-circuiter les intermédiaires par de la vente directe. Les circuits courts sont un moyen de préserver des métiers et de la valeur ajoutée au niveau local. Ils sont aussi le moyen d'ouvrir des perspectives citoyennes pour élaborer un modèle productif adapté aux enjeux d'un territoire et aux attentes des populations, permettant de garantir l'accès à une alimentation pour tous, partout dans le monde.

Alors que le litre de carburant va bientôt dépasser 2 euros, les circuits courts sont une façon de replacer concrètement le débat alimentaire au cœur de nos choix de développement et d'aménagement du territoire. La participation aux deuxièmes Rencontres des circuits courts alimentaires organisées par Consom'Solidaire est donc pour Minga toute naturelle.

<http://www.minga.net/>

Minga

*Agir ensemble pour
une économie équitable*

Soutenir l'agriculture paysanne

Les Amis de la Confédération paysanne

L'association des Amis de la Confédération paysanne soutient la démarche d'agriculture paysanne, au cœur d'une politique et d'une éthique prenant en compte nos objectifs: partager des volumes de production et être solidaire avec les autres producteurs, respecter et valoriser la nature, ses ressources et la biodiversité, rechercher la qualité dans la production et la transformation dans un cadre d'autonomie optimisée et dans le long

terme. Cette démarche associe producteur et consommateur, pour le bénéfice des deux.

La proximité dans les échanges est un des gages de réussite de la démarche, l'autre critère étant le revenu du paysan. Les systèmes d'échanges créés entre producteurs et consommateurs attisent la curiosité et la convoitise. Des dérives apparaissent tous les jours, pour profiter de niches ou pour contrer ces alternatives de manière insidieuse.

Les enseignes de la grande distribution multiplient les « marchés fermiers » de proximité, parfois même bio. Quand on connaît leur maîtrise du « marché », de la concurrence, on voit mal pourquoi ils favoriseraient ces concurrents. Parfois, ce sont des producteurs « conventionnels », pas toujours soucieux d'une démarche vertueuse, qui détournent le courant « amap ». Notre vigilance ne suffit pas à contrecarrer tous les dévoiements.

Enfin, la réglementation, avec ses normes adaptées aux processus agro-industriels, peut être un frein au développement d'associations entre producteurs et consommateurs: normes d'hygiène opposées par les services de l'État pour intimider ces producteurs, transformation bien plus surveillée au niveau de petites entités que dans les grandes usines, où le moindre raté peut pourtant conduire à des catastrophes sanitaires (listéria, salmonellose, présence de dioxine...).

Les circuits courts, s'ils n'approvisionnent pas tous les consommateurs, sont une voie vers un changement profond dans l'agriculture et dans la distribution quand ils obéissent à la charte de l'agriculture paysanne et à la proximité entre producteurs et consommateurs.

<http://www.lesamisdelacnf.org/>



Une autre dynamique agricole est possible

Réseau des amap d'Île-de-France

Depuis la création des premières amap en Île-de-France en 2003, elles se sont multipliées à un rythme exponentiel, portant à 260 le nombre de groupes en ce début 2012, soit environ 15000 familles d'amapiens travaillant avec 160 producteurs. Basé sur des partenariats innovants et responsables entre paysans et consommateurs, le contrat amap est devenu un levier politique et citoyen pour qu'une autre dynamique agricole puisse exister à travers des circuits courts et des engagements environnementaux.

Si l'offre de « circuits courts » a littéralement explosé (un agriculteur sur cinq vend aujourd'hui – en partie au moins – en circuit court), le mouvement des amap représente une véritable opportunité pour l'agriculture régionale: loin de s'en tenir à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux, le principe du contrat amap repose sur des principes de solidarité, de salaire décent pour les producteurs, de transparence, de respect de l'environnement et de proximité, de qualité, de prix accessibles pour tous.

Le réseau des amap d'Île-de-France est la structure régionale de ce mouvement. Si sa mission principale demeure la promotion et l'aide à la création d'amap, il mobilise aujourd'hui une bonne partie de son énergie à multiplier des actions visant à favoriser l'installation de jeunes producteurs en impli-

quant également les groupes de citoyens et les collectivités locales. Par ailleurs, il assure l'animation et la structuration de son réseau en tant que lieu d'échange, d'accompagnement et de mutualisation des pratiques amapiennes.

Le développement de l'agriculture paysanne passe en premier lieu par les producteurs eux-mêmes. Tant dans leur pratique que dans leur relation avec les groupes, ils favorisent et concrétisent sa mise en œuvre et sa construction progressive. Mais cette action ne peut être le fait des agriculteurs seuls, elle doit être soutenue collectivement, en particulier sur le territoire francilien, où la pression foncière est renforcée par l'extension urbaine.

<http://www.amap-idf.org/>



Une juste rémunération des producteurs créatrice d'emplois

Val Bio Centre

Les Paniers du Val de Loire sont proposés par l'association Val Bio Centre, qui regroupe une trentaine de producteurs de fruits et légumes bio de la région Centre. Les Paniers du Val de Loire sont proposés chaque semaine aux consommateurs à Paris, en Île-de-France et à Orléans, en contrepartie d'un abonnement à l'année. Cette activité a permis l'emploi de cinq salariés au sein de l'association. Par ailleurs, les paniers bio sont conditionnés et livrés par deux structures d'insertion partenaires, permettant la remise à l'emploi d'une vingtaine de personnes en difficulté socioprofessionnelle. Lancée en 2004, l'association Val Bio Centre compte désormais près de 3000 consommateurs abonnés aux Paniers du Val de Loire.

Les Paniers du Val de Loire sont un exemple probant de filière courte, bio et locale, qui favorise le développement du maraîchage bio sur le territoire de la région Centre, permet une rémunération juste des producteurs in-



dépendamment des aléas du marché, crée de l'emploi localement, et crée un lien entre producteurs et consommateurs.

<http://www.lespaniersduvalde Loire.fr/>

**Les
Paniers
du Val de Loire**



Informers pour inciter

Bio Consom'acteurs

Quelles actions sont menées pour permettre le développement de la bio de proximité dans les restaurants scolaires? La raison principale de 93 % des Français pour consommer bio étant la santé, il paraît logique que l'arrivée des enfants concorde avec l'augmentation de la consommation de bio.

Si le Grenelle de l'environnement prévoyait l'introduction de 20 % de produits bio dans la restauration collective des administrations de l'État en 2012, cela ne concerne pas les écoles primaires, et la consommation bio n'y dépasse pas 2 %. Les parents doivent donc s'organiser de manière isolée. Des repas frais et de qualité nécessitant un approvisionnement local, certaines initiatives isolées ont été mises en place via un partenariat élus-écoles-agriculteurs. De cette façon les revenus des producteurs sont garantis ainsi que la provenance des produits.

Or 3,5 % seulement des terres agricoles françaises sont cultivées en bio, et la demande est largement plus forte que l'offre. La campagne-pétition nationale « Osons la bio » lancée par Bio Consom'acteurs a interpellé les candidats à la présidentielle 2012 sur l'urgence de développer la surface cultivée en bio et de permettre l'autosuffisance alimentaire française. En effet, la France est le premier pays agricole européen, mais continue d'importer plus de 30 % des produits bio qu'elle consomme!

Enfin, pour les consommateurs bio, il est difficile de faire le tri. Tous les produits bio n'ont pas la même éthique. Notre rôle est de les informer avec la plus grande transpa-

rence sur les données scientifiques les plus récentes, avec l'appui de chercheurs indépendants tels que Claude Aubert ou Denis Lairon, et d'inciter les consommateurs à orienter leurs achats vers une « bio locale et équitable », avec le moins d'intermédiaires possible, comme les amap ou les magasins sous forme coopérative.

<http://www.bioconsomacteurs.org/>

BIO
CONSOM'ACTEURS

Prix et professionnalisation: deux petites histoires et une question

Atanka

Josiane R. commande à Atanka 12 bouteilles de vinaigre de cidre, avec livraison par Colissimo – un service que nous facturons 10 € (et qui coûte bien plus cher). Comme je devais passer en voiture non loin de chez elle (en plein Massif central), je lui propose de faire le crochet et de lui apporter moi-même à domicile. Josiane a exigé le remboursement de ses 10 €, parce que ce n'était plus La Poste qui assurait la livraison.

Sur Facebook, Jean-Louis M. se plaint d'être obligé de s'adresser à un fabricant allemand pour trouver du pesto à l'ail des ours. Je lui signale que nous en proposons chez Atanka, mais il trouve son prix trop élevé... « pour un produit sauvage, certes un peu rare ».

Alors que la plupart des consommateurs achètent quantité de produits ou services réalisés dans des conditions sociales et environnementales épouvantables, d'une utilité réelle parfois discutable... comment en est-on arrivé à ce que ces mêmes consommateurs n'acceptent plus de payer des activités telles que la cueillette, la transformation, le conditionnement, le transport, la livraison... de produits alimentaires sains, élaborés dans des conditions optimales?

L'hyper-marchandisation du monde a perverti la fonction première de l'économie: organiser la satisfaction des besoins réels des

gens. Il est temps de reconstruire une économie vertueuse, qui reconnaisse le juste prix d'un travail réel et utile. <http://www.atanka.com/>



Autonomie pour les paysans, produits de qualité pour les consommateurs

Confédération paysanne

Depuis cinquante ans, le modèle agricole productiviste a conduit à une restructuration des exploitations, une spécialisation de l'agriculture et à une standardisation des productions et des modes d'alimentation. La Confédération paysanne a toujours défendu un modèle d'agriculture paysanne, avec des paysans nombreux sur des fermes à taille humaine, pour maintenir la diversité des produits.

Les producteurs fermiers produisent, transforment et vendent leurs produits en circuits courts avec des volumes de production limités. La Confédération paysanne lutte pour que les produits fermiers soient reconnus et définis dans les textes nationaux et européens, mais le « décret fermier » n'a jamais été publié par le ministère.

Le « paquet hygiène » de 2006, qui fixe la réglementation de l'hygiène alimentaire à l'échelle européenne, conduit à différentes interprétations par les services vétérinaires et pose problème aux petites structures. Les « guides des bonnes pratiques » sont rédigés par les interprofessions ou l'industrie agro-alimentaire et imposent des règles qui ne sont pas adaptées aux produits fermiers (à l'exception du *Guide de transformation laitière en fromages fermiers*).



La législation européenne n'interdit pas la création d'abattoirs à la ferme ou de petite taille à partir du moment où les normes d'hygiène sont respectées. Mais l'administration française, qui a tendance à appliquer plus sévèrement les normes d'hygiène, ne souhaite pas que ce type d'outils se mette en place, elle préfère restructurer les abattoirs au nom de la rentabilité économique.

Face à la demande croissante des consommateurs et des collectivités locales pour la restauration collective, les paysans doivent pouvoir continuer à offrir des produits de qualité, réalisés selon des recettes traditionnelles, sans additifs chimiques ou de synthèse.

Relocaliser, c'est développer l'autonomie des paysans par la possibilité de produire, transformer et commercialiser leurs produits en circuits courts, sur des fermes à taille humaine, avec des normes adaptées.

<http://www.confederationpaysanne.fr/>



Échanges de proximité et esprit de solidarité

Coordination SEL d'Île-de-France

Les SEL pratiquent les circuits courts à travers les échanges de proximité dans un esprit de solidarité. Les projets initiés sur des espaces de jardin gérés collectivement mettent en avant la question alimentaire.

Né sous le nom de LETS (Local Exchange Trading System) dans les années 1980 au Canada, le système s'est propagé en prenant le nom de SEL (système d'échange local) en France, en Ariège, en 1994.

Plus de 470 SEL regroupant 30 000 personnes sont recensées. Chaque SEL est autonome et a ses caractéristiques, son propre fonctionnement interne, sa propre unité d'échange, mais tous proposent à leurs adhérents d'échanger sans argent des savoirs, des services et des biens, ainsi que d'organiser des ren-

contres, des sorties et loisirs dans un esprit de convivialité et de solidarité qui favorise les liens et un dialogue entre des personnes d'âges, d'origines et de milieux sociaux différents. Il existe aussi la Route des SEL pour partager des hébergements, la Route des stages pour échanger des « savoir-faire peu communs », le JEU (Jardin d'échange universel) pour échanger simplement sans comptabilité centralisée...

À l'occasion des Courts-circuits en Seine, une bourse locale d'échange (BLE) sera organisée sous la forme d'un troc de plantes. Vous êtes invités à venir avec vos fleurs et semis pour les échanger à l'occasion de la bourse aux plantes... Semons et échangeons à l'occasion du printemps des semences paysannes et fermières sans OGM!

La Coordination SEL Île-de-France, coordonne des manifestations (forums, salons, etc.) et développe des outils de gestion des SEL en accompagnant des créateurs de nouveaux SEL en Île-de-France.

<http://www.intersel-idf.net/>



Relocalisation et filières courtes

Relocalisons!

Face à l'omniprésence de quelques grands groupes de distribution dans l'alimentation, qui réinvestissent les centres villes, des circuits courts, toujours très minoritaires, se sont fortement développés et enracinés.

Il faut noter un développement exceptionnel des amap depuis dix ans. Il en existe aujourd'hui entre 1 600 et 3 000 en France, qui fournissent plus de 66 000 familles chaque semaine. Lancée en 2007, la distribution de paniers de légumes dans les gares, en Île-de-France, fournit 2 500 familles.

Cependant, ce développement des circuits courts semble souvent se faire à l'insu des décideurs politiques qui, par méconnaissance voire opposition, peuvent parfois les considérer comme une menace.

En cette période électorale, le thème de la relocalisation de l'économie s'est répandu bien au-delà de l'échiquier politique habituel. Des partis prônant toujours plus de libéralisme économique et une économie mondialisée affirment aujourd'hui, contre toute attente, que la relocalisation doit devenir une priorité.

Face aux incertitudes sur la réaction des pouvoirs publics, ce climat politique favorable peut constituer un angle d'attaque, une opportunité à saisir, pour pousser les décideurs à passer de la parole aux actes. Cela nécessitera pour les acteurs des circuits courts et leurs soutiens de redoubler de vigilance et de fédérer en mettant en avant leur rôle dans le maintien et le développement d'activités responsables voire exemplaires sur le plan social et environnemental.

<http://relocalisons.wordpress.com/>

RELOCALISONS !

Création de richesse, création d'emplois

Alterconsos Malakoff

La relocalisation fait campagne: campagne politique, campagnes de marketing... Et pendant ce temps, la campagne, la vraie, continue de se vider de ses paysans, dans l'indifférence quasi générale. Les pionniers des circuits courts alimentaires n'ont pas attendu la mode de la proximité pour s'engager dans la (re)création des liens entre producteurs et consommateurs. Les militants se mobilisent depuis des années pour explorer des voies nouvelles, dans toute la biodiversité qui est la nôtre.

Pourtant, nous peinons à passer à la vitesse supérieure pour inclure un nombre toujours plus grand d'alterconsommateurs, mettre en place les mécanismes de pondération des prix qui ouvrent nos structures à celles et ceux dont les ressources sont très limitées et faire œuvre d'éducation populaire en faisant progresser la réflexion sur l'acte politique que représente la consommation. Manque de moyens, manque de temps...

Pour les paysans, aussi, l'implication dans des circuits courts est chronophage: il faut trouver le temps d'assurer les livraisons, d'aller à la rencontre des alterconsommateurs, etc.

Cette logique de commerce équitable ne doit-elle pas nous poser la question de l'emploi? Non pas dans le souci d'une professionnalisation des filières, puisque nous sommes plus que jamais attachés à préserver le nouveau lien établi entre paysans et consommateurs et que la notion même de circuit court n'est pas compatible avec la création d'intermédiaires, mais tout simplement dans la nécessité de donner une pérennité à notre action. Nous avons réussi à démontrer, dans un premier temps, qu'un autre mode de production, de distribution et de consommation est possible. Il faut maintenant démontrer qu'il est viable à long terme, y compris du point de vue économique.

Pour soutenir le développement des circuits courts, un financement public s'impose. Il existe des lignes budgétaires, notamment au niveau des collectivités territoriales. Nous devons nous organiser pour y faire appel en construisant, collectivement, une démarche solidaire qui non seulement nous permettra d'apporter une nouvelle énergie aux circuits courts mais aussi de démontrer, dans les actes, que la coopération est préférable à la concurrence et que la diversité, loin d'être un handicap, est notre force.

<http://www.alterconsos.fr>



Rendre visibles les actions citoyennes

Basta!

Comment permettre au plus grand nombre, y compris aux personnes aux revenus très faibles et précaires, d'accéder à des produits agricoles locaux de qualité, à des prix abordables? C'est le défi auquel ont répondu les membres du projet « de la ferme au quartier » à Saint-Étienne. Complémentaire des amap,

ce projet vise à créer des emplois pérennes, aux côtés d'associations de quartier. Ici, on mise sur la solidarité entre consommateurs qui participent aux frais de fonctionnement en fonction de leurs revenus.

Partout en France, des initiatives germent où consommateurs et paysans redeviennent acteurs de leur devenir, rompant avec le modèle productiviste, et prônant une agriculture solidaire et respectueuse de l'environnement. Cette dynamique, on la retrouve aussi en Grèce, pays ébranlé par les mesures drastiques imposées par les financiers. 25 centimes le kilo en vente directe, contre 70 au supermarché: ce sont les nouveaux tarifs des pommes de terre en Grèce, où les habitants apprennent à renouer avec la débrouille et la solidarité. Cette révolution silencieuse par le bas prend toujours plus d'ampleur.

Par la production d'articles, reportages, enquêtes, interviews et vidéos, Basta!, site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale, donne de la visibilité à ces alternatives au «low cost» de la grande distribution. Parmi les grands dossiers publiés, l'agriculture, les OGM, l'enjeu alimentaire et les alternatives au modèle productiviste ou bien encore les questions posées par l'émergence de nouvelles technologies: nanomatériaux, nano-aliments, semences de synthèse... Édité par l'association Alter-médias, Basta! donne de la visibilité aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives qu'ils portent. www.bastamag.net



Une coopérative alimentaire sociale et solidaire

L'Indépendante

Vu de loin, ça ressemble à une petite épicerie, logée dans deux grands placards de la Maison verte, rue Marcadet, dans le 18°. À l'intérieur, on y trouve non seulement des

produits locaux, respectueux de l'environnement ou issus du commerce équitable, mais aussi l'envie d'éviter les grandes surfaces, de préparer l'après-pétrole, de créer un lieu d'échange et de solidarité. Ce n'est donc pas une épicerie classique, même si on y vend des produits secs en circuit court. Cela ressemble plus à un système de distribution alternatif avec des producteurs locaux, des pratiques solidaires mais sans panier prépayé et avec un fort esprit coopératif. C'est une association loi 1901 à bureau collégial, sans hiérarchie, à vocation de « coopérative ». Elle fonctionne en autogestion et toutes les décisions importantes sont prises par consensus, ce qui permet à tout le monde de s'exprimer et contribue à l'élaboration d'une forme nouvelle de démocratie locale et horizontale. La solidarité est mise en place dès l'adhésion dont le montant est laissé au libre choix de chacun (entre 2 et 10 euros par mois), puis au moment de l'achat avec la création d'une cagnotte solidaire. Tous les mois, un repas à prix libre est organisé, suivi d'animations et de débats (projections, lectures, concerts, thé...). L'Indépendante n'a aucune volonté de croître mais plutôt de faire des petits et d'essaimer partout à Paris, en France et dans le monde. Chaque jeudi, L'Indépendante accueille celles et ceux qui veulent reproduire notre initiative...

www.lindependante.org



Pour un nouveau marché de l'art

AccessAccess

L'ouverture vers le monde est une notion *a priori* simple à défendre et à pratiquer. Mais dans le monde ultraglobalisé dans lequel nous vivons aujourd'hui, ces tâches sont plus complexes, plus improbables à réaliser. Chez AccessAccess, nous faisons le pari du lien local/régional pour une meilleure globalisation: en effet, les structures mondiales proviennent des particularismes, des micro-

cosmes humains réels. Un retour aux sources? Plutôt un retour aux échanges simples, autour de nos assiettes, de nos consciences, de nos valeurs. Grâce à l'art et à la culture, ces notions, loin d'être utopiques, prennent des formes concrètes. L'action locale nous montre que la discussion simple devient un débat complexe, du local au régional et au national. C'est la dynamique de la création et des idées.

AccessAccess s'associe à cette journée culturelle pour faire converger les pôles similaires: il faut un nouveau marché du bio ainsi qu'un nouveau marché de l'art. Nous voulons changer les choses, mieux les contrôler et nous rapprocher de notre terroir, qu'il soit sur nos tables ou sur nos murs: retour à la concertation intelligente. Remettons l'homme au centre des débats: tables et tableaux se rejoignent!

Artistes exposés: Marie-Christine Saladin, Sylvie Quémener, Denny, Manel Sow, Stéphane Erviel.

<http://accessaccess.over-blog.com>



Le 13 du Mois

Le 13 du Mois a dans l'année écoulée réalisé des enquêtes autour des nouveaux modes de consommation et de leur pendant, le monde de la distribution.

En 2011, nous nous sommes rendus dans des cantines scolaires du 13^e arrondissement pour nous rendre compte que le bio se fait rare dans les assiettes des bambins, malgré l'effort des pouvoirs publics. En plus des coûts induits, la Caisse des écoles locale a le plus grand mal à trouver des fournisseurs capables de produire en grande quantité des produits bio « uniformes ». En effet, une poire, même bio, doit être calibrée au gramme près pour une distribution équitable aux élèves. L'égalité républicaine est un principe qui s'applique mal au bio...

La même année, nous nous intéressions aux circuits courts. Ainsi, ce reportage dans une champignonnière aux portes de Paris à laquelle Consom'Solidaire est liée. Là, le producteur nous expliquait combien ce mode de distribution était devenu essentiel pour son modèle de développement. Et la formule s'en ressentait sur ses produits, d'une qualité et d'une diversité introuvables à Paris.

En 2012, enfin, nous avons publié un dossier spécial à propos de la grande distribution à Paris, dont nous avons rendu compte des bouleversements récents. Pour mieux faire appliquer sa loi sur la baisse de la TVA de

Le 13 du Mois

Le magazine indépendant du 13^e arrondissement

2008, Nicolas Sarkozy a permis à Carrefour et Casino de s'implanter de façon quasi monopolistique. Conséquences: les supérettes abondent tandis que les indépendants s'affilient toujours plus aux centrales d'achats des grands groupes. Et les pouvoirs publics n'y peuvent pas grand-chose.

<http://www.le13dumois.fr/>

COURTS-CIRCUITS EN SEINE

RENCONTRES DES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES



Accès

Port de la Gare, quai François-Mauriac, Paris (13^e).
Métro : ligne 14, station BNF, ou ligne 6, station Quai de la Gare.
Bus : ligne 62, arrêt BNF-Av. de France, lignes 64 et 325, arrêt Tolbiac-BNF, ligne 132, arrêt BNF, ligne 89, arrêt Émile-Durkheim.

**DIMANCHE
13 MAI 2012
DE 10H30 À 20H**

**SUR LA PENICHE
ALTERNAT**

www.penichealternat.org

Remerciements
particuliers
à Action Consommation



DEUXIÈME ÉDITION
ORGANISÉE PAR
CONSUM'SOLIDAIRE

Minga

avec le concours de :

amap atanka
CJAD CONSUMACTEURS
Les Papiers
le LOCAL (sans /) LOCALIA
basta!

et soutenue par :

FONDATION
POUR UNE
TERRRE
HUMAINE

Mairie du 13^e arrondissement
MARTINAIRE

Illustrations : Mathieu Colloghan.

Contacts

Consom'Solidaire
<http://consom-solidaire.over-blog.com>
coordination.cs@laposte.net
Maison des associations (boîte 81), 11, rue Caillaux,
75013 Paris